



FABRICE COFFRINI / AFP

George Soros

Fondateur de l'Open Society Institute

■ On pourrait penser que le président chinois a l'avenir devant lui. J'aimerais expliquer pourquoi ce n'est pas le cas. Son pays connaît en effet d'importantes fragilités.

mobilier. Son taux de natalité est nettement inférieur aux chiffres publiés. Selon les spécialistes, le nombre réel d'habitants est inférieur d'environ 130 millions au chiffre officiel de 1,4 milliard. Cette situation n'est pas très connue, mais elle va aggraver la crise immobilière et provoquer des pénuries de main-d'œuvre, des tensions budgétaires et un ralentissement de l'économie.

Un boomerang nommé Covid ?

Xi Jinping rencontre aussi d'importantes difficultés avec les vaccins. Les vaccins chinois ont été conçus pour répondre au variant de Wuhan, mais le monde doit désormais en combattre d'autres. Delta tout d'abord, et maintenant Omicron. Xi Jinping ne pouvait pas le reconnaître alors qu'il attend sa nomination pour un troisième mandat. Il cache ces informations aux Chinois comme s'il s'agissait d'un secret honteux.

Tout ce qu'il peut faire désormais, c'est imposer une politique "zéro Covid". C'est-à-dire mettre en place des confinements stricts au moindre signe de reprise des contaminations, avec les conséquences négatives qu'ils entraînent sur l'économie. Les personnes qui sont placées en quarantaine quel que soit l'endroit où elles se trouvent vivent aussi des si-

tuations très difficiles et l'on ne peut pas ignorer leurs souffrances.

Omicron pourrait mettre Xi Jinping en échec. Ce variant est beaucoup plus contagieux que les précédents, mais bien moins dangereux pour les personnes qui présentent un schéma vaccinal correct. Or les Chinois sont vaccinés uniquement contre le variant Delta. Le secret honteux de Xi Jinping risque bien d'éclater au grand jour pendant les Jeux olympiques ou peu après. [...] Il a essayé d'imposer un contrôle total, mais il a échoué. Vu les nombreuses oppositions qui agitent le PCC, son ascension au niveau de Mao Zedong et Deng Xiaoping, qu'il a pour tant savamment orchestrée, pourrait bien ne jamais se produire.

On peut espérer que Xi Jinping soit remplacé par quelqu'un de moins répressif au plan national et de plus pacifique à l'international. Cela supprimerait la menace la plus lourde qui pèse aujourd'hui sur les sociétés ouvertes. Elles devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour encourager la Chine à s'engager dans la bonne direction.

→ Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction. La version complète de ce texte est à lire sur LaLibre.be.

FRED DUFOUR / POOL / AFP

OPINION

OLLN : une image écornée du monde politique

■ Le renversement de majorité à Ottignies-Louvain-la-Neuve est un incident politique qui érode la confiance du citoyen.



D.R.

Pascal Warnier
Économiste

C'est par un bref communiqué publié ce mercredi 19 janvier que les citoyens et la bourgmestre elle-même ont appris que les groupes OLLN 2.O-MR, Avenir (CDH) et PS du conseil communal annonçaient avoir conclu un nouvel accord de majorité ayant pour conséquence directe l'éviction du partenaire Écolo, aux affaires depuis l'an 2000. Les nouveaux coalisés ont fait très peu de déclarations sur les raisons de leur décision, au mépris des citoyens qui n'ont vraisemblablement pas le droit d'être informés et de comprendre la justification de ce coup de force politique. Démocratique, il l'est sans doute mais il est surtout profondément irrespectueux de leur partenaire de majorité et des électeurs de la cité brabançonne. Le nom du nouveau bourgmestre a été annoncé très vite après le renversement de la coalition, sans attendre le vote par le conseil communal de la motion de méfiance constructive.

Revenons un instant aux faits qui ont précédé cette rupture politique.

L'échevin Écolo du Budget et des Finances avait estimé, dans les colonnes du magazine *Médor* du mois de décembre, que l'UCLouvain, acteur central de la ville, ne contribuait pas suffisamment aux finances communales. S'en est suivie la publication, le 13 janvier, d'une lettre ouverte dans la presse par un conseiller communal CDH reprochant à son partenaire de majorité la sévérité de ses propos à l'égard de l'Alma mater. Ce dernier ne manquera tout de même pas d'indiquer que cet incident ne pouvait remettre en cause l'action politique de la majorité mais devait permettre d'ouvrir un dialogue, ce qui était d'ailleurs également le souhait de l'échevin incriminé. Une semaine plus tard, ces paroles ont été contredites par la réalité des faits.

Quelle image du monde politique cela donne-t-il ? Particulièrement au niveau local. La confiance dans le personnel politique est déjà suffisamment écornée au sein de la population que pour donner à nouveau, à travers cet incident, l'impression que des choses se sont arrangées en catimini alors qu'il n'y a pas de désaccords profonds au sein de la majorité communale. Ou s'il y en a, les citoyens n'en sont pas informés. On peut bien légitimement se poser les ques-

tions suivantes : ce coup de force arrange-t-il certains mandataires ? Y a-t-il des dossiers bloqués que l'"on" souhaiterait faire aboutir rapidement ? Et si c'est le cas, pour quelles raisons personnelles ou politiques ?

Voyons en quoi cet incident politique dénature le sens de la démocratie représentative et fragilise encore un peu plus ce mode de gouvernance publique qui reste certes le moins mauvais d'entre tous mais dont les acteurs, pour rester légitimes, doivent témoigner respect et transparence à l'égard de la population au risque de rompre le contrat social qui les lie aux électeurs.

Ce coup de force a été mené envers et contre les accords signés en 2018 et ce sans aucune raison sérieuse et apparente de devoir interrompre inopinément et en cours de législature le pacte de majorité. Le respect de la parole donnée entre partenaires a été foulé aux pieds.

Les citoyens ont été irrespectueusement oubliés et trahis. Ce coup de Jarnac a été ourdi dans les coulisses du pouvoir, sans aucune transparence à l'égard des citoyens.

Alors que le conseil communal n'avait pas encore été saisi pour l'organisation du vote relatif à une motion de méfiance constructive, la nouvelle majorité annonçait déjà publiquement le nom du prochain bourgmestre en dépit du respect dû à cette instance politique.

Au lendemain des prochaines élections, sans doute entendrons-nous certains élus s'émouvoir du vote "rejet" de la population à l'égard du monde politique, que l'on ne pourra alors que constater et sur lequel les analystes politiques ne manqueront pas de s'interroger. Ce sont des incidents comme celui-ci où les principes fondamentaux comme le respect et la transparence sont malmenés qui, mis bout à bout, érodent la confiance du citoyen dans les institutions et les mandataires politiques et fragilisent en fin de compte notre démocratie représentative.

Heureusement, une vigie citoyenne s'est levée à Ottignies-Louvain-la-Neuve pour exprimer, à travers une "Déclaration commune à nos élus d'Ottignies-Louvain-la-Neuve", "sa désapprobation totale" et son désir d'"une démocratie respectueuse des partenaires et des citoyens qui ne sont pas seulement des machines à voter". À l'heure où ces lignes sont écrites, un millier de citoyens ont apporté leur voix à cette initiative.

En 2022, la voix des citoyens se fait entendre plus ostensiblement que par le passé et cela est une bonne chose pour notre démocratie. Mais nos élus communaux auront-ils seulement le courage politique d'en tenir compte et de faire mentir ainsi l'idée selon laquelle le citoyen n'est écouté qu'au moment des élections ?